

PLUS

L'ÉCHIQUIER
ÉLECTORAL

André Duchesne
PAGE 6

L'ALASKA TOURNE
AUTOUR DU POT

Marie-Claude Malboeuf
PAGE 3

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE A À Z

Alexandre Sirois PAGES 4 ET 5

LAURA



ILLUSTRATION STEVE ADAMS. COLLABORATION SPÉCIALE ©

OU

TERESA?

L'une est calme et discrète. L'autre est spontanée et imprévisible. L'une des deux chaussera bientôt les souliers de la First Lady à la Maison-Blanche.

Laura la dompteuse

ALEXANDRE SIROIS
CORRESPONDANT À WASHINGTON



REUTERS / FRED PROUSER ©

WASHINGTON — George W. Bush a déclaré la guerre à l'Irak contre son propre gré. À l'instar de Franklin Roosevelt, l'actuel président ne souhaitait pas que son pays prenne part à un conflit armé.

Mais comme Roosevelt face à la Deuxième Guerre mondiale, Bush n'a en fin de compte pas eu le choix. Car il «savait que la sécurité et la sûreté de l'Amérique et du monde en dépendaient».

Cette version officielle et définitive de l'attitude du président face à la guerre a été offerte par sa femme, Laura, à la fin du mois d'août lors de la convention républicaine.

Alors que les démocrates reprochent à Bush d'être entré en guerre de façon précipitée, Laura a dit se souvenir de «soirées très calmes» autour de la table l'an dernier avant l'invasion. Elle a senti son mari déchiré parce qu'il avait à prendre des «décisions douloureuses», a-t-elle ajouté.

Dans l'entourage du président, cette femme de 57 ans est probablement la seule qui puisse encore parler avec crédibilité de George Bush comme d'un politicien modéré qui n'agit pas sur des coups de tête.

› Voir LAURA en page 2

Teresa la fougueuse

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE



AP PHOTO / LUIS M. ALVAREZ ©

NEW YORK — Elle ferait une First Lady exotique, née au Mozambique de parents portugais, parlant couramment cinq langues, dont le français. Encore sexy à 66 ans, elle serait la doyenne des premières dames entrant au 1600, Pennsylvania Avenue.

Elle pourrait devenir la première First Lady à occuper un emploi à l'extérieur de la Maison-Blanche. Elle est à la tête d'une fortune estimée à plus d'un milliard de dollars, provenant pour l'essentiel du groupe alimentaire Heinz, fondé par la famille de son premier mari. Par l'entremise de la prestigieuse fondation familiale, elle soutient dans le monde entier les causes environnementales et les droits des femmes. Elle serait populaire, selon Molly Wertheimer, spécialiste des premières dames à Penn State University, malgré ses gaffes récentes.

«Je pense que le public s'habituerait à elle et que sa popularité irait en grandissant», dit M^{me} Wertheimer en entrevue. «Et si elle continue son travail philanthropique grâce à sa fondation, cela ne peut qu'aider.»

Mais Teresa Heinz Kerry ne sortira pas indemne de la campagne présidentielle.

› Voir TERESA en page 2

PLUS

Une controverse mondiale

L'initiative du *Guardian* mal accueillie en Ohio: « Les Américains n'acceptent pas qu'on leur dise quoi faire »MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ENVOYÉE SPÉCIALE

COLUMBUS (Ohio) — Devant la maison de Sarah Brown, en Ohio, la boîte aux lettres arbore fièrement le drapeau des États-Unis. L'enveloppe y ayant atterri arborait plutôt, à la place du timbre, le profil de la reine d'Angleterre. Le choc fut brutal.

Quand M^{me} Brown a compris que la missive provenait d'une Écossaise plaçant en faveur du démocrate John Kerry et contre la guerre en Irak, la mère de famille a vu rouge. Rouge parce qu'il s'agit de la couleur officielle de son parti, celui de George W. Bush. Rouge parce que la résidente de l'Ohio était incroyablement en colère.

« Les étrangers n'ont pas d'affaire à influencer mon vote ! Ça doit être l'oeuvre de terroristes. Ces gens font plein de choses inimaginables », s'inquiète la sexagénaire aux ongles orange, vêtue d'un coton ouaté orné d'arbres en paillettes roses.

Sarah Brown habite Springfield, une ville de 68 000 habitants jadis choisie par la revue *Newsweek* comme le parfait visage de l'Amérique. Typique, la mère de famille l'est apparemment elle aussi. Car en une semaine, 14 000 électeurs de son comté (celui de Clark) ont reçu la même lettre qu'elle, soit un électeur sur six. Et 22 000 autres en auraient reçu une si le grondement de leur colère n'avait pas transformé une première mondiale en controverse mondiale.

Tout a commencé lorsque le *Guardian*, un journal britannique de gauche, a offert au monde entier l'adresse des supposés indécis d'un des petits comtés les plus chaudement disputés des États-Unis. L'idée : faire basculer le vote dans un État clé, qui



Parmi la foule bruyante et animée venue appuyer le président Bush lors d'une assemblée électorale tenue cette semaine à Pontiac, au Michigan, ces deux jeunes cow-boys ont retenu l'oeil des photographes.

PHOTO KEVIN LAMARQUE, REUTERS

pèse lourd au collège électoral et qui fait l'objet d'une lutte si serrée qu'une poignée de voix risque de faire toute la différence. L'Ohio est aussi l'État-baromètre par excellence. Dans toute l'histoire américaine, les républicains n'ont jamais réussi à s'emparer de la Maison-Blanche sans l'avoir gagné.

D'après Terry Brown, le mari de Sarah, l'opération pourrait bel et bien faire basculer les choses... mais pas dans le sens espéré par le *Guardian*. « Les Américains n'acceptent

pas qu'on leur dise quoi faire. La dernière fois que les Britanniques ont essayé, nous avons fait la révolution ! » rappelle l'ancien marin, qui a travaillé 41 ans dans une usine de camions.

Cette fois, la révolte américaine a forcé le *Guardian* à abandonner son projet. Après quatre jours, des pirates ont saboté son site de distribution d'adresses, et plus de 5000 courriels — parfois positifs mais surtout injurieux — ont afflué de partout aux États-Unis.

« Est-ce que l'édifice qui abrite votre bande d'imbéciles est sûr ? En êtes-vous certains ? En êtes-vous bien certains ? »

« Soyez avisé que j'ai fait suivre votre lettre à la CIA et au FBI. »

« Espèce de petits peureux aux dents jaunes. Je me fiche comme du cul d'un rat de savoir si notre élection aura un impact sur votre minable petite vie... »

D'après l'éditeur du *Springfield News Sun*, Jack Bianchi, les messages haineux sont l'oeuvre de radi-

Laura la dompteuse

LAURA
suite de la page 1

C'est qu'elle-même fait toujours preuve de retenue et n'est pas aussi radicale que son mari, qu'elle rappelle parfois à l'ordre. À Washington, on raconte souvent comment elle lui a, par exemple, reproché d'avoir dit vouloir capturer Oussama ben Laden « mort ou vif ».

C'est une « personne authentique », a déjà déclaré son mari. Une femme modeste qui, quelques mois après être devenue première dame du pays, s'étonnait encore de voir des gens applaudir lorsqu'elle faisait son entrée quelque part.

Pour toutes ces raisons, la femme du président est aujourd'hui « sans contredit, la plus populaire » de tous les membres de l'administration américaine, a récemment soutenu sa biographe, Ann Gerhart. Un sondage publié cette semaine a révélé que 74 % des Américains ont d'elle une opinion favorable.

Revirement spectaculaire

Les stratèges du président l'ont compris. Cette année, elle fait campagne d'un bout à l'autre des États-

Unis avec un tel empressement qu'on dirait presque que c'est elle la candidate.

La semaine dernière, en l'espace de cinq jours, elle a prononcé des allocutions à Washington, à New York, au New Jersey, en Pennsylvanie, au Wisconsin et au New Hampshire. Un revirement spectaculaire si on tient compte du fait que, il y a quatre ans, elle était extrêmement discrète et on la qualifiait d'anti-Hillary Clinton.

« Elle n'avait pas été à l'avant-plan du tout lors de la campagne de 2000. Je pense qu'elle est maintenant convaincue que, dans une course serrée comme celle-ci, elle peut faire une différence et qu'elle doit essayer de le faire », affirme Bruce Buchanan, politologue de l'Université du Texas à Austin, qui suit de près le couple Bush depuis de nombreuses années.

« Laura Bush est un atout. Les conseillers du président savent que sa popularité est élevée. Ils savent que les gens apprécient le fait qu'elle ne soit pas une politicienne professionnelle et que lorsqu'elle parle, il y a plus de chances que ce soit avec son coeur », ajoute M. Buchanan.

Elle est véritablement tout, sauf une politicienne, et avait jusqu'ici presque toujours participé à reculs aux projets de son mari en la matière. Enfant unique, elle est née en 1946 à Midland, au Texas, d'un père et d'une mère qui travaillaient dans l'immobilier et qui n'ont jamais eu de soucis financiers.

Laura a pour sa part opté pour l'enseignement. Elle a obtenu son diplôme en éducation à la Southern Methodist University, également au Texas, pour ensuite enseigner à Dallas, Houston et Austin. Dans cette dernière ville, elle a décroché une maîtrise pour devenir bibliothécaire.

Elle était donc à la fois enseignante et bibliothécaire lorsqu'elle a rencontré George W. Bush en 1977 et l'a épousé quelques semaines plus tard. Presque simultanément, il a brigué un siège au Congrès. En guise de voyage de noces, les tourtereaux ont fait campagne au Texas, en vain. Le futur président a été mis en échec.

Après ce périple, Laura lui a demandé de lui promettre qu'elle n'aurait jamais à prononcer de discours. Plus tard, elle allait émettre de sérieuses réserves quand son époux lui a annoncé qu'il souhaitait se lancer dans la course à la Maison-Blanche. À chaque occasion, elle a choisi de courber l'échine.

Des votes grâce à Laura

Être la femme de George W. Bush « est la partie la plus importante de ma tâche, que mon mari soit président ou pas », a-t-elle expliqué à sa biographe. Un mari avec lequel cette ancienne enseignante et bibliothécaire semble pourtant partager bien peu de choses, elle qui aime les livres de Dostoïevski et les spectacles de ballet et dont la plupart des amis sont des démocrates progressistes.

Sur le sentier de la guerre, elle est néanmoins une alliée fidèle. S'il lui arrive de ne pas être d'accord avec le président, elle n'en parle jamais. Au contraire, cette ancienne démocrate a défendu les décisions des républicains avec vigueur au cours des derniers mois, y compris les restrictions controversées quant à la recherche sur les cellules souches.

Ce faisant, elle a ponctué ses discours d'allusions à la détermination et aux principes de son mari, tout en racontant diverses anecdotes pour le rendre un peu plus humain. Ce qu'elle est en mesure de faire, estime M. Buchanan.

Selon le politologue, elle pourrait véritablement permettre aux républicains de séduire un plus grand nombre d'électeurs. « Particulièrement ceux qui sont ambivalents au sujet du président, explique-t-il. Ils peuvent se dire : si cette femme ho-

caux ultrapolitisés, qui habitent souvent à l'extérieur de l'Ohio. Et il ne s'agit pas seulement de républicains, précise-t-il, des démocrates s'étant montrés tout aussi outrés qu'on se mêle de leur campagne.

Comme une minorité de ses lecteurs (qui se disent ravis ou s'excusent au nom de leurs compatriotes injurieux), M. Bianchi comprend la motivation des étrangers. « Le président des États-Unis est un gendarme mondial. On ne peut dire du même souffle : *Fichez-nous la paix, mais donnez-nous donc 10 000, 15 000 de vos jeunes hommes pour qu'on en fasse des soldats...* »

« C'est difficile de jeter la première pierre compte tenu du fait qu'on influence aussi les élections du reste du monde », admet pour sa part le porte-parole républicain, Dan Harkins.

Alors que la poussière retombe, la plupart des analystes croient que toute l'affaire ne changera finalement pas grand-chose. Le camionneur Gregory Atkin, un grand barbu à bretelles à qui on a écrit d'Écosse, le confirme. « Je reçois déjà jusqu'à cinq lettres électorales par jour. J'ai déjà tout lu, tout entendu à la radio et à la télé. Je suis immunisé ! » blague l'ancien vétéran du Vietnam.

Chez les Brown aussi, le choix est déjà fait. L'aîné est dans l'armée ; le cadet est passé par la marine. À la porte de la maison, un aigle sculpté au moyen d'une scie à chaîne surplombe une croix marquée de la date du 11 septembre 2001. Avec George Bush, le pays est davantage en sécurité, croient-ils.

De la base voisine, un avion militaire s'envole. « Vous entendez ce bruit ? C'est le bruit de la liberté », dit Terry. Après le 11 septembre, on a connu le silence absolu. Aucun avion pendant une semaine. C'était beaucoup plus angoissant. »

norable et aimable fait confiance au président et le croit, peut-être que je devrais moi aussi. »

Ce n'est donc vraisemblablement pas seulement pour faire rigoler ses partisans que le président répète souvent que « la raison la plus importante de nous donner quatre ans de plus est que Laura sera la première dame pendant quatre ans de plus ».

- **NOM** : Laura Bush
- **ORIGINES** : Née à Midland au Texas en 1946.
- **MARIÉE** : Depuis 1977 avec George W. Bush.
- **MÈRE** : De deux enfants, des jumelles, Barbara et Jenna, nées en 1981.
- **QUALITÉS** : Calme, posée et modérée, elle exerce une influence positive sur son mari, dont elle peut aussi redorer le blason auprès des électeurs américains.
- **DÉFAUTS** : Certains lui reprochent de ne pas avoir été assez sévère avec ses jumelles, mais on ne lui connaît pas de faux pas depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Sa biographie s'intitule d'ailleurs *La Femme parfaite*.
- **TRAGÉDIE** : À l'âge de 17 ans, elle a provoqué un accident de voiture en oubliant de respecter un stop à une intersection. Elle a embouti un autre véhicule et tué son occupant, un collègue de classe et très bon ami, Mike Douglas.

Teresa la fougueuse

TERESA
suite de la page 1

À deux semaines de l'élection, dans une entrevue filmée, elle a commis une gaffe spectaculaire en déclarant, à tort, que Laura Bush n'avait jamais « vraiment travaillé ».

« J'avais oublié que M^{me} Bush a été enseignante et bibliothécaire, et rien

ne peut être plus important que d'enseigner aux enfants », s'est plus tard excusée Teresa dans un communiqué.

Mais Teresa n'a pas satisfait ses critiques, qui lui ont reproché d'avoir oublié les mères au foyer dans ses excuses. Ce qu'elles font en élevant leurs enfants à la maison, n'est-ce pas un « vrai travail » ?

« Ce fut une erreur, mais je crois que son importance a été gonflée », dit Myra Gutin, auteure d'un livre sur les premières dames, *The President's Partner*. « La course a lieu entre John Kerry et George Bush ; Laura et Teresa sont à l'arrière-scène. »

Arrogance ou inexpérience ?

Mais Teresa fascine autant que Laura. Et elle a le don d'attirer la controverse. Dès le début de la convention démocrate à Boston, en juillet dernier, elle a fait les manchettes en disant à un journaliste, devant caméra, de se le « mettre où je pense » (version originale : *Shove it !*)

Plusieurs femmes ont applaudi, dont Hillary Clinton, qui a eu ses

différends avec les journalistes de la droite. Mais l'épisode n'a pas charmé tout le monde. Les médias conservateurs s'en sont donné à coeur joie, condamnant l'« arrogance » de l'épouse milliardaire du candidat démocrate.

Mais l'arrogance n'est pas le problème de Teresa, selon Myra Gutin, qui enseigne les communications à l'Université Rider, au New Jersey.

« Elle n'est pas une politicienne, dit le professeur Gutin en entrevue. Elle n'avait jamais été exposée à la presse nationale. Elle ne s'était jamais retrouvée dans une situation où ce qu'elle dit peut faire la une dans le monde entier. »

Son premier mari, John Heinz, a certes fait de la politique, mais Teresa ne s'en mêlait pas, se cantonnant au rôle d'épouse et de mère. Fille d'un oncologue, elle avait rencontré Heinz à l'Université de Genève. Sa vie est digne d'un roman, dont l'histoire commence au Mozambique, puis passe par l'Afrique du Sud, la Suisse et l'ONU, avant d'aboutir à Pittsburgh dans la famille Heinz.

Sénateur républicain de la Pennsylvanie et héritier de l'empire agroalimentaire, John Heinz est mort dans un accident d'hélicoptère, en 1991, laissant à sa femme trois enfants et

une fortune. Teresa le considère toujours comme « l'amour de sa vie », ce qui est un peu gênant pour John Kerry, qu'elle a épousé en 1995, trois ans après l'avoir rencontré au sommet de la Terre à Rio.

Et la voilà aujourd'hui mêlée à la campagne présidentielle, subissant son baptême politique.

Un nom de trop ?

Elle n'est pas la première femme de candidat à pécher par trop de candeur. En 1984, Barbara Bush avait créé un mini-scandale en critiquant de façon colorée la première candidate à la vice-présidence, Geraldine Ferraro. « Je ne peux dire ce que je pense de cette femme, mais ça rime avec *rich* », avait-elle dit en pensant au mot *bitch*.

Mais Barbara Bush n'en faisait pas une habitude. Tout au long de son séjour à Washington, elle a réussi à projeter l'image d'une grand-mère affable.

Teresa Heinz Kerry n'en est pas là. Son discours à la convention démocrate a suscité des réactions partagées. Dans les pages du magazine *New York*, l'auteure féministe Naomi Wolf lui a reproché d'avoir contribué à l'émasculature de son mari en oubliant quasiment de parler de lui.

« J'ai aussi relevé ça », dit Molly Wertheimer, de Penn State University. « M^{me} Kerry était à peu près rendue au milieu de son discours lorsqu'elle a mentionné son mari pour la première fois. Je pense que c'était une faute. »

Mais Naomi Wolf est allée plus loin dans ses critiques, condamnant également la décision de Teresa de garder le nom Heinz. « En gardant le nom de son défunt mari — il n'y a pas de façon délicate pour le dire —, elle coiffe publiquement Kerry avec le pouvoir d'un autre homme — un républicain mort par-dessus le marché. »

Pas facile la vie politique. Mais Teresa a ses fans aux États-Unis, qui aiment sa spontanéité, son ouverture, son cosmopolitisme. Comme First Lady, selon Wertheimer, elle pourrait tirer profit de ses origines étrangères. « Nous avons beaucoup d'immigrants dans notre pays et elle a beaucoup de sympathie pour eux, dit le professeur de communications. Elle pourrait également contribuer au rapprochement avec la France et l'Allemagne, deux pays qui se sont éloignés des États-Unis en raison de la guerre en Irak. »

Elle pimenterait certainement la sauce américaine.

- **NOM** : Teresa Heinz Kerry
- **ORIGINES** : Née en 1938 à Maputo au Mozambique
- **MARIÉE** : Depuis 1995 avec John Kerry
- **MÈRE DE** : Henry John IV, Andre et Christopher
- **QUALITÉS** : Charismatique, polyglotte et spontanée, elle humanise John Kerry, qui traîne l'image d'un homme distant et hautain.
- **DÉFAUTS** : Impulsive et désinvolte, elle multiplie les déclarations controversées, mettant parfois son mari dans l'embarras.
- **TRAGÉDIE** : En 1991, elle perd son premier mari, John Heinz, dans un accident d'hélicoptère.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Malgré l'appui de plusieurs personnes, le deuxième référendum qui s'était tenu à l'automne 2000 pour la légalisation de la marijuana n'avait pas passé la rampe. Mardi prochain, les électeurs de l'Alaska seront appelés à se prononcer de nouveau sur la question.

UN PEU D'HISTOIRE

1975 — La Cour suprême de l'Alaska décrète que le droit à la vie privée garanti par la Constitution de l'État empêche les policiers d'arrêter les citoyens qui gardent une quantité raisonnable de marijuana chez eux.

1982 — Adoption d'une loi fixant la limite autorisée à quatre onces.

1990 — Référendum anti-pot. Une poignée de citoyens mécontents propose de recriminaliser la marijuana. Ils gagnent avec 54 % des voix.

1993-2003 — Les tribunaux invalident à plusieurs reprises la loi découlant de ce référendum.

1998 — Lors d'un premier référendum pro-pot, 58% de la population accepte de légaliser l'usage de la marijuana lorsqu'elle est recommandée par un médecin.

2000 — Deuxième référendum pro-pot. L'idée de légaliser la marijuana pour les 18 ans et plus ne passe pas la rampe.

2003 — Préparation d'un troisième référendum pro-pot visant à légaliser et encadrer la possession, la production et la vente de marijuana — cette fois, à partir de 21 ans. Le référendum aura lieu le 2 novembre 2004.

L'Alaska tourne autour du pot

En Alaska, le droit de fumer de la marijuana chez soi est protégé par la Constitution. Ainsi en a décidé la Cour suprême de l'État il y a déjà 30 ans. Et ainsi le confirment depuis tous les autres tribunaux. Pour les citoyens, la chose n'est toutefois pas réglée. Le 2 novembre prochain, à l'occasion des élections présidentielles, ils répondront donc à leur quatrième référendum sur la question.



MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ENVOYÉE SPÉCIALE
EN ALASKA

ANCHORAGE — À 4 h du matin, autour du bar le plus ancien de Talkeetna, la fumée de la marijuana se mêle partout à la buée des haleines. « Pas besoin de te cacher. Ici, la mentalité est différente. Tout le monde fume, de 7 à 77 ans, même les conservateurs », constate Brian Castleberry, un ancien militaire de 38 ans ayant quitté Los Angeles pour découvrir l'un des plus pittoresques villages de l'Alaska, il y a deux ans.

Tout en servant les clients du magasin général, le caissier claironne : « De toute façon, il n'y a pas de policiers ici : quelques centaines de *State Troopers* pour 1 500 000 km². Ils en ont déjà plein les bras avec les ivrognes au volant ! »

Il est vrai que les policiers sont rares dans les montagnes de l'Alaska. Mais même s'ils pullulaient, cela ne changerait pas grand-chose pour ses 650 000 habitants, qui vivent une situation tout à fait méconnue et unique en Amérique du Nord. Il y a 30 ans, la Cour suprême de l'État décidait que le droit à la vie privée protège les gens qui gardent une quantité raisonnable de marijuana chez eux. Le pot n'est pas assez nocif pour que la police outrepatte ce droit constitutionnel, estiment les juges.

Les tribunaux ont beau l'avoir confirmé à maintes reprises, le sujet était trop explosif pour en rester là. En 1990, une poignée de citoyens mécontents ont recueilli assez de signatures pour tenir un

coup d'allure », s'inquiète l'ancien procureur fédéral Wewley William Shea, dont le bureau est rempli de photos des deux George Bush et de drapeaux américains.

En 1990, c'est lui qui avait pressé ses concitoyens de renouer avec la prohibition — des efforts qui lui avaient valu les remerciements écrits de Bush père. Presque 15 ans plus tard, l'avocat républicain compte plus que jamais sur le gouvernement fédéral. « Même si la Cour a envoyé un très mauvais message aux jeunes, nos législateurs n'osent pas prendre position publiquement. Ils ont trop peur de la controverse. Ici, c'est une terre d'individualistes, la dernière frontière. Même les conservateurs se voient comme des libres pen-

« Ici, c'est une terre d'individualistes, la dernière frontière. Même les conservateurs se voient comme des libres penseurs, comme des libertaires allergiques à l'autorité de l'État. »

seurs, comme des libertaires allergiques à l'autorité de l'État. »

Les organisateurs de la campagne *Yes on 2* (Oui à la proposition n° 2, celle favorable au pot), parlent d'argent et de liberté. « Notre référendum ne porte pas sur la marijuana mais sur les droits individuels. Si le gouvernement ne peut nous empêcher de porter une arme, pourquoi nous empêcherait-il de fumer ? Les gens viennent en Alaska parce qu'ils n'aiment pas qu'on leur dise comment mener leurs affaires », affirme le neurobiologiste et professeur d'université Timothy Hinterberg, qui coordonne la campagne.

« Il faut insister sur l'argent gaspillé, faire appel à l'avarice des gens », renchérit un jeune supporter entouré d'une enseignante de maternelle frisottée, d'une vieille hippie texane, d'un jeune en casquette crochétée et d'un avocat expulsé du Parti républicain pour ses vues sur la drogue, même s'il lève lui-même le nez sur la marijuana et l'alcool.

Et il y en aura d'autres !

En entrevue, le procureur général de l'État, Gregg Renkes, laisse transparaître son inquiétude même si la loi l'empêche de se prononcer au sujet du référendum à venir. Aux prises avec l'isolement et le chômage, l'Alaska se retrouve avec l'un des plus hauts taux de toxico-

manie des États-Unis et avec l'un des plus hauts taux de violence, dit-il. Sans compter qu'il s'agit du cinquième producteur de marijuana au pays. « Cet État ne peut se permettre d'avoir des lois plus permissives, cela accroîtrait la disponibilité de la drogue. Nous sommes déjà aux prises avec un immense problème social. »

Pour l'avocat Bill Satterberg, le procureur général mêle tout. « Je peux compter sur les doigts d'une seule main les clients ayant commis un crime violent après avoir fumé un joint. Mais des causes de violence commise par des gens qui boivent, j'en ai plein mes tiroirs ! »

« Ici, les lois sur la marijuana coûtent 24 millions par an. Chaque poisson qu'ils attrapent coûte

chez les gens pour des choses mineures. On se fiche bien qu'un bon citoyen fume un ou deux joints chez lui. »

L'idée de légaliser la vente n'a toutefois rien pour plaire à cet ancien directeur de la brigade antidrogue, qui continue d'arrêter les producteurs et les revendeurs. « Si on va trop loin, le pot va finir par sortir des maisons, craint-il. Les gens hésiteront moins à conduire après avoir fumé un joint. Et on enverra un mauvais message aux jeunes : certains s'abstiennent de fumer parce que c'est illégal, mais là, on lèverait une barrière. »

Quoi qu'il en soit, les antiprohibitionnistes ne sont pas au bout de leurs peines. Car la marijuana est aussi illégale en vertu des lois fédérales, qui, elles, ne semblent pas près de changer. Sans compter que l'État envisage déjà de faire échec à leur référendum en maintenant le statu quo pendant deux ans, puis en faisant adopter une loi de son cru. « Ensuite, ce sera à la Cour suprême de l'étudier, explique le procureur général Gregg Renkes. Elle n'a pas porté de regard neuf sur la question depuis 30 ans. Or, la situation a changé : le pot est de 10 à 15 fois plus nocif qu'avant. »

Bref, que les pro-pot gagnent leur référendum ou pas, ce ne sera sans doute pas le dernier.

très cher. Qu'ils utilisent cet argent pour enquêter sur toutes les causes de viol non résolues », dit Mariann Wizard, une organisatrice dépêchée du Texas.

D'une certaine manière, le chef de police d'Anchorage, Audie Holloway, est bien d'accord : « La police ne devrait pas se pointer

L'échec de la prohibition

MARIE-CLAUDE MALBOEUF
ENVOYÉE SPÉCIALE

ANCHORAGE (Alaska) — Monté sur son cheval borgne, Howard Woolridge, un policier retraité, a passé six mois à jouer les hommes-sandwichs d'un bout à l'autre des États-Unis.

En 2003, le polyglotte aux allures de cow-boy a franchi 5200 km vêtu du même curieux t-shirt intriguant : « Cop says legalize pot. Ask me why ! » De la Géorgie à l'Oregon, les Américains l'ont pris au mot.

Lorsque *La Presse* l'a interrogé en Alaska, le cavalier militant était prêt : « La prohibition est un échec total : 80 % des voleurs que j'arrêtais étaient accros aux drogues. Pourquoi ne pas les laisser avoir toute la drogue qu'ils veu-

lent au lieu de causer toute cette criminalité ? »

Depuis six ans, Howard Woolridge a donné 150 conférences ciblant les « non-convertis » : églises, clubs Lions et Rotary. « Le fait d'avoir été policier me donne de la crédibilité à leurs yeux », dit-il.

Un original ? Pas tant que ça, puisque le résident du Texas fait partie d'une association regroupant près de 2000 policiers, juges, procureurs, gardiens de prison et agents du FBI, tous bien décidés à mettre fin à la lutte contre les drogues d'ici 10 ans.

« La majorité de nos membres sont libertaires. Ce qu'ils veulent, c'est réduire la taille du gouvernement fédéral. Ils se battent pour un contrôle minimal de l'État », dit-il.

PRÉSIDENTIELLE 2004

PRÉSIDENTIELLE 2004

L'INTERMINABLE COURSE À LA MAISON-BLANCHE TIRE À SA FIN. À QUELQUES JOURS DE L'ÉLECTION, NOTRE CORRESPONDANT À WASHINGTON, ALEXANDRE SIROIS, RAPPORTE LES MOTS QUI ONT ÉTÉ SUR TOUTES LES LÈVRES PENDANT CETTE LONGUE MAIS PASSIONNANTE CAMPAGNE.

ALEXANDRE SIROIS – WASHINGTON

LA CAMPAGNE DE



Impôts

Si l'économie américaine reprend du poil de la bête, c'est en grande partie grâce aux réductions d'impôts de George W. Bush. C'est du moins ce qu'affirme le président, qui n'est bien sûr pas sur la même longueur d'onde que les démocrates à ce sujet. John Kerry estime plutôt que l'initiative démontre que les républicains se préoccupent avant tout des plus riches. S'il est élu, les ménages dont les revenus sont de plus de 200 000 \$ US par année n'auront plus droit à cet avantage fiscal.



Jeunes

Le nombre d'Américains de moins de 30 ans qui iront voter le 2 novembre est susceptible de grimper à 20 millions, soit 2 millions de plus qu'il y a quatre ans. Après une mobilisation sans précédent, certains estiment que ce vote jeune, vraisemblablement sous-estimé par les sondages, fera triompher John Kerry. Chose certaine, avec une élection aussi serrée que celle qui s'annonce, les jeunes pourraient faire la différence.

Kay

En démissionnant de son poste de chef des inspecteurs américains et britanniques en Irak en janvier dernier, David Kay a dit croire qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive dans ce pays lorsque la guerre a été déclenchée. Il a été l'un des premiers au sein de l'appareil gouvernemental américain à faire mentir le président dans ce dossier. Depuis, ces suppositions ont été plusieurs fois confirmées.



Lesbienne

La fille lesbienne de Dick Cheney, Mary, aura été plusieurs fois sous les projecteurs au cours de la course à la Maison-Blanche... bien malgré elle. Son père l'a d'abord nommée en faisant savoir qu'il s'opposait à un amendement constitutionnel pour interdire le mariage gai. Les démocrates John Kerry et John Edwards ont ensuite mentionné son nom en parlant d'homosexualité lors de leurs débats. C'est toutefois George W. Bush, promoteur de l'amendement controversé, qui a véritablement fait des unions entre conjoints de même sexe un enjeu majeur de la campagne.

Moore

Avec son film *Fahrenheit 9/11*, Michael Moore n'a peut-être prêché qu'aux convertis, mais il a certainement fouetté encore un peu plus l'ardeur des opposants à George W. Bush dans tout le pays. Et il leur a donné des munitions, entre autres en montrant comment le président est demeuré stoïque après avoir été mis au courant des attaques du 11 septembre 2001. Le mordant pamphlétaire a fait campagne sans relâche. Il a récemment offert des caleçons propres aux jeunes pour les encourager à s'inscrire sur les listes électorales.

Obama

« Il n'y a pas une Amérique noire, une Amérique blanche et une Amérique hispanique: il y a les États-Unis d'Amérique », a affirmé Barack Obama lors de la convention démocrate en juillet à Boston. Né d'un père originaire du Kenya et d'une mère du Kansas, Obama a été consacré étoile montante de son parti grâce à son allocution électrisante. Depuis, au lieu de s'occuper de sa propre campagne (il est certain d'être élu sénateur), il prête main-forte aux autres démocrates du pays qui aspirent à un siège au Congrès américain.

Pontage

Les organisateurs de la campagne de John Kerry s'étaient promis de ne pas répéter l'erreur commise par Al Gore. En l'an 2000 le candidat démocrate avait décidé de tenir Bill Clinton à l'écart de sa campagne ce qui, rétrospectivement, a probablement été l'une des causes de sa défaite. Or, Clinton n'a malheureusement pas pu promouvoir la candidature de Kerry comme prévu, ayant dû subir d'urgence un quadruple pontage deux mois avant l'élection. Il a néanmoins effectué quelques apparitions remarquées en fin de campagne.



Quinze

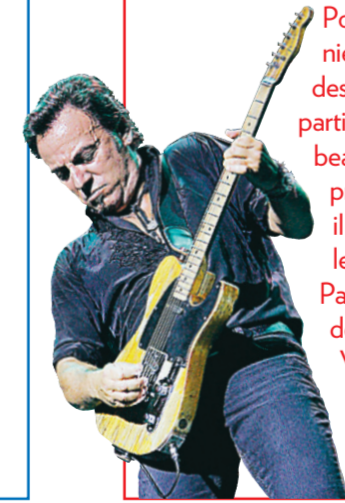
La majorité des Américains ont été tenus à l'écart de la course à la Maison-Blanche cette année. Les deux candidats à la présidence ont été aux petits oignons avec les citoyens d'uniquement une quinzaine d'États dont le cœur balance encore entre républicains et démocrates. Parmi ces « swing states » — dont le nombre serait cette semaine tombé à 11, selon le quotidien *The New York Times* — les plus importants à surveiller le jour du vote seront la Floride, l'Ohio et la Pennsylvanie.

Reagan

Inévitablement, la mort de Ronald Reagan en juin s'est transformée en événement politique. George W. Bush n'a pas hésité à dresser des parallèles entre ses idées et celles de l'ancien président. Ce décès a aussi relancé la controverse au sujet de la recherche sur les cellules souches, freinée par Bush. La veuve de Reagan, Nancy, a fait connaître sa désapprobation et a refusé de participer à la convention républicaine. L'un de ses fils, Ron, a poussé l'audace jusqu'à se pointer à la convention démocrate et à dénoncer publiquement l'actuel président.

Springsteen

Pour la première fois en trois décennies, Bruce Springsteen a décidé de descendre dans l'arène de la politique partisane. « Les enjeux sont devenus beaucoup trop importants pour ne pas prendre parti dans cette élection », a-t-il indiqué dans une lettre publiée par le *New York Times* au cours de l'été. Passant de la parole aux actes, il est devenu la tête d'affiche de la tournée Vote for Change, exhortant les Américains à changer de président.



Unanimité

De par le monde, George W. Bush a fait l'unanimité... contre lui. Rarement aura-t-on vu autant de grogne contre le président américain sur la scène internationale. Un sondage mené récemment à l'initiative de *La Presse* par 10 quotidiens auprès de plus de 10 000 personnes sur quatre continents en a fait la preuve. Il a démontré que si le monde entier avait le droit de vote le 2 novembre, John Kerry remporterait une victoire éclatante.

Vietnam

À un certain moment au cours de la campagne, le Vietnam faisait les manchettes si souvent qu'on aurait cru que les États-Unis étaient encore en guerre contre ce pays et non pas contre l'Irak. Revenu du Vietnam tel un héros, John Kerry a tenté de mettre à profit son passé de militaire pour inspirer confiance à ses citoyens. Ce passé l'a pourtant desservi. Il a été dénoncé par un groupe d'anciens combattants — les Vietnam Veterans for Truth — qui ont entaché sa réputation même si plusieurs de leurs allégations ont été démenties.

Wilson

En janvier 2003, Bush a affirmé que Saddam Hussein avait tenté d'acquérir de l'uranium au Niger. Le hic, c'est que Joseph Wilson s'était rendu dans ce pays plusieurs mois auparavant à la demande de la CIA et avait dégonflé ces allégations. Il l'a fait savoir haut et fort après la sortie du président. En guise de représailles, la Maison-Blanche a révélé à la presse que la femme de cet ancien ambassadeur était une agente de la CIA. Une enquête est en cours pour trouver le responsable de ce crime.

Xénophobie

Les États-Unis n'ayant pas pu convaincre l'ensemble de la communauté internationale d'attaquer l'Irak l'an dernier, le ressentiment est grand en sol américain à l'égard des pays qui ont boudé la guerre. La France et l'ONU sont régulièrement raillées avec férocité par les républicains, comme on a pu le constater à New York à la fin du mois d'août lors de la convention du parti.

Yale

Tant George W. Bush que John Kerry sont passés par la prestigieuse Université Yale. Le premier avait la réputation d'être un élève dissipé alors que le second était le champion des débats. Ce contraste a refait surface cette année lors des trois joutes oratoires entre les deux hommes. Kerry a supplanté Bush et les débats ont été jugés comme un tournant dans la campagne du sénateur démocrate.



Zarqaoui

Si George W. Bush a rarement prononcé le nom d'Oussama ben Laden au cours de sa campagne, il a en revanche abondamment parlé d'Abou Moussab Al-Zarqaoui. L'islamiste jordanien est l'ennemi numéro un des États-Unis en Irak, ainsi nous n'aurons pas à leur faire face chez nous», déclarait récemment Bush, qui utilise dorénavant la présence de ce terroriste au pays de Saddam Hussein pour justifier sa guerre.

AK-47

Dix ans après son adoption par le Congrès américain, la loi interdisant la vente d'armes semi-automatiques aux États-Unis — dont les AK-47 — n'a pas été renouvelée cette année. John Kerry a accusé George W. Bush de ne pas être intervenu en faveur de la législation et d'avoir ainsi rendu « plus facile » le travail des terroristes. En contrepartie, il s'est fait photographier aussi souvent que possible avec un fusil de chasse à la main pour ne pas rebuter les électeurs pro-armes à feu.



Botox

Les conservateurs américains ont tout fait pour tenter de miner la crédibilité de John Kerry au cours de la campagne, allant même jusqu'à l'accuser d'avoir eu recours au Botox! En début d'année, certains témoins de la droite ont colporté une rumeur selon laquelle le sénateur aurait utilisé ce moyen pour avoir un visage plus lisse. Un peu plus tard, ces mêmes polémistes allaient l'accuser d'avoir eu une liaison avec un jeune stagiaire. Tout a été démenti, mais ces controverses ont certes donné quelques rides de plus à Kerry.

Coke

George W. Bush aurait sniffé de la coke dans la résidence présidentielle de Camp David alors que son père occupait la Maison-Blanche. C'est ce qu'a allégué la biographe Kitty Kelley dans un livre controversé paru en septembre, ajoutant que Laura, femme de l'actuel président, a déjà vendu du pot. Le livre est devenu un best-seller mais les accusations se sont envolées en fumée.



Dean

L'automne dernier, les médias américains n'en avaient que pour Howard Dean. L'ancien gouverneur du Vermont était donné gagnant de la course au leadership du Parti démocrate. On l'a même vu apparaître à la une du *Time* et du *Newsweek* au cours de la même semaine. Il s'est cependant effondré face à John Kerry et a creusé sa tombe en rugissant devant ses partisans après une défaite. C'est néanmoins Dean qui a permis aux démocrates, secoués par la tragédie du 11 septembre 2001, de retrouver leur fougue.

Ennemis

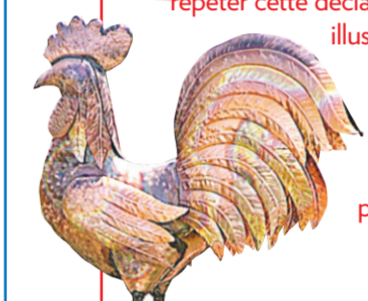
« Franchement, je trouve scandaleux que le président tente de se faire réélire en disant qu'il a fait du bon travail contre le terrorisme. Il l'a ignoré », a affirmé en mars l'ancien tsar antiterroriste de la Maison-Blanche, Richard Clarke. L'essai où il expose les ratés de l'administration Bush en la matière, *Contre tous les ennemis*, a eu l'effet d'une bombe. Tout comme son témoignage devant la commission sur les attaques du 11 septembre 2001, où il a étayé son argumentation et offert ses excuses aux proches de victimes.

Fuck

Le mot tabou a été lancé par le vice-président des États-Unis sur le parquet du Sénat l'été dernier. Cette brusque sortie de Dick Cheney à l'endroit d'un sénateur démocrate aura été pour certains républicains la goutte qui a fait déborder le vase. Ils ont exhorté George W. Bush à remplacer son bras droit, ce qu'il a refusé de faire. Cheney l'a remercié, en quelque sorte, en attaquant avec une efficacité redoutable le tandem John Kerry-John Edwards.

Girouette

« J'ai voté pour les 87 milliards avant de voter contre », a lancé John Kerry en tentant d'expliquer pourquoi il s'était opposé à l'octroi d'une telle somme, l'automne dernier, pour financer la guerre en Irak. Depuis, les républicains ne cessent de répéter cette déclaration avec enthousiasme. Elle illustre à la perfection leur argument massif contre le sénateur démocrate: c'est une girouette (*flip-flopper*) et on ne peut donc pas lui faire confiance pour diriger le pays.



Heinz

L'héritière de l'empire du ketchup et épouse du candidat démocrate à la présidence, Teresa Heinz Kerry, n'a pas la langue dans sa poche. Elle l'aura prouvé pendant toute la durée de la campagne. On se rappellera son altercation avec un journaliste conservateur qu'elle a envoyé promener sans ménagement. Ou, plus récemment, sa sortie au sujet de Laura Bush. Elle a déclaré que la femme du président n'avait « jamais vraiment travaillé » et a dû rapidement présenter ses excuses.



Nader

Si Ralph Nader n'avait pas été candidat à la présidence américaine en l'an 2000, le démocrate Al Gore occuperait aujourd'hui la Maison-Blanche, estiment de nombreux analystes. Obstiné, Nader a décidé de livrer bataille cette année encore, mécontent de l'attitude des démocrates et irrité par la façon dont George W. Bush dirige le pays. Il pourrait encore une fois contribuer à la victoire du Texan cette année.



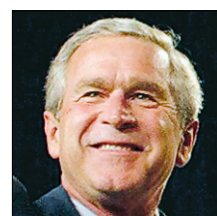


PRÉSIDENTIELLE 2004

L'ÉCHIQUIER ÉLECTORAL

Il y a les idéologues mondialement connus, il y a les membres de la famille, et il y a les stratèges de l'ombre. Dans la partie d'échecs qui donnera la Maison-Blanche à John Kerry ou George W. Bush pour les quatre prochaines années, les hommes et les femmes qui entourent chacun des deux candidats jouent un rôle crucial. voici les principales pièces de cet échiquier électoral.

TEXTES ANDRÉ DUCHESNE



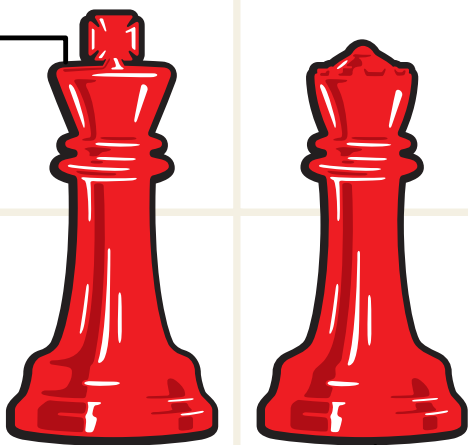
George W. Bush

Élu président des États-Unis avec moins de voix que son adversaire démocrate en 2000, le chef du Parti républicain mise son va-tout sur la sécurité nationale des Américains. Son bilan économique est moins reluisant avec un déficit d'emplois à la fin de son mandat, une première en 70 ans, et un déficit budgétaire de 413 milliards de dollars en 2004.

Michael Gerson



« Il met les mots dans la bouche de Bush » titrait un article de *USA Today* consacré au rédacteur des plus importants discours du président Bush. Gerson, 36 ans, est l'équivalent — en vrai — de Sam Seaborn de la série *The West Wing*. Il a étudié la théologie dans un collège du Midwest.



Laura Bush

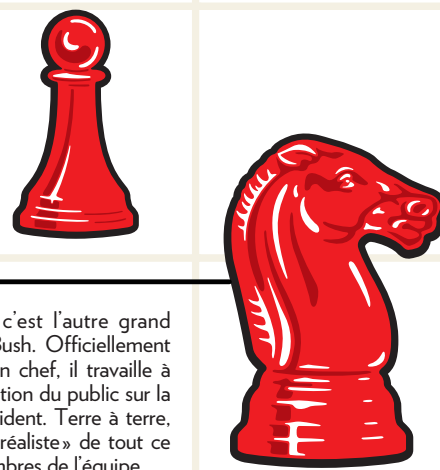


Certaines épouses de chefs de parti sont plus médiatiques que d'autres. Laura Bush est de celles-là. Combien de fois l'a-t-on vue à *Larry King Live*, par exemple? Structurée et assez sûre d'elle, bien que certains la disent timide. A de l'influence sur son mari.

LES RÉPUBLICAINS

LE BUTIN

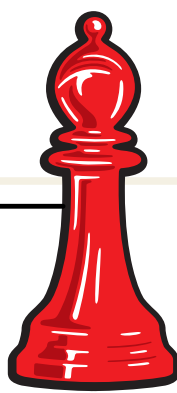
En 2003 et 2004, les républicains leur ont amassé plus de 242 millions \$ US dont 209 ont été consacrés à la présente campagne électorale.



Matthew Dowd



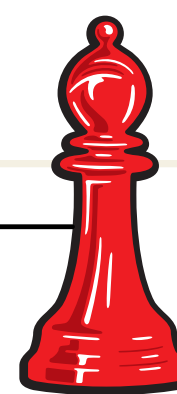
Avec Karl Rove, c'est l'autre grand penseur du clan Bush. Officiellement désigné stratège en chef, il travaille à contrôler la perception du public sur la campagne du président. Terre à terre, il tient à maintenir une vision « réaliste » de tout ce qui se passe chez les autres membres de l'équipe.



Ken Mehlman



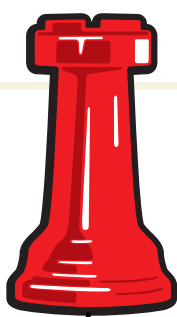
Sur l'immense site OpEdNews.com, un article consacré à ce stratège usait d'une image forte pour illustrer comment ce proche du président Bush reste dans l'ombre: seulement 4000 inscriptions lui sont consacrées sur le moteur de recherche Google! Il n'en tient pas moins un rôle pivot dans l'organisation.



Dick Cheney



Avec Dick Cheney, la droite radicale a planté ses racines dans le bureau Ovale. En fait, d'aucuns croient que ce dernier, déjà considéré comme l'un des plus puissants vice-présidents de l'histoire des États-Unis, est celui qui mène à la Maison-Blanche.



Karen Hughes



Très proche conseillère de Bush depuis 1994. En avril 2002, elle annonçait son départ de la Maison-Blanche. Mais celle qu'un autre haut conseiller du président a déjà qualifiée de « personne la plus influente dans la carrière politique de Bush », a récemment repris du service.

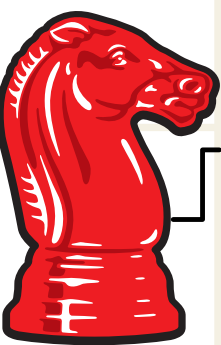
LES AUTRES

John McCain, Rudy Giuliani, Arnold Schwarzenegger, George Bush père et Jeb Bush (gouverneur de la Floride et frère du président).

Mark McKinnon



Un ancien démocrate dont le but ultime, a-t-on déjà écrit dans *Time Magazine*, est de convaincre ses anciens collègues du parti de l'âne que Bush est un bon gars. Consultant en médias avant son saut en politique, il fait le même job avec l'équipe Bush.



Ed Gillespie



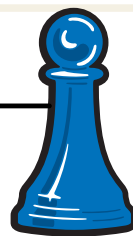
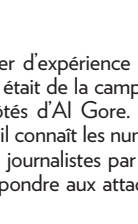
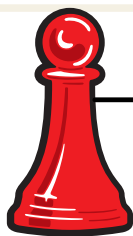
Président du Comité national républicain, Gillespie a de multiples responsabilités: collecte de fonds, recrutement de membres, mise en place de stratégies destinées à présenter une image positive du parti. C'est lui qui a organisé la convention d'août 2004 à New York. Il a son « blog » sur le site du Parti.



Marc Racicot



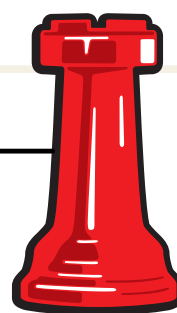
Ancien gouverneur du Montana et président de la campagne républicaine. On dit qu'il a un fort ascendant sur la machine de son parti.



Karl Rove



Associé au Parti républicain depuis une trentaine d'années, c'est le conseiller numéro un du président, au point qu'on le nomme parfois le « cerveau de Bush ». On lui attribue les idées et les tactiques les plus machiavéliques afin de permettre à son candidat de conserver la Maison-Blanche.



Tad Devine



Autre conseiller d'expérience de John Kerry, Devine était de la campagne de 2000 aux côtés d'Al Gore. Comme Joe Lockhart, il connaît les numéros de téléphone des journalistes par cœur et ne se fait pas prier pour répondre aux attaques des républicains.

Mary Beth Cahill



Chef de cabinet du sénateur Ted Kennedy, Cahill formait un duo de choc avec Shrum jusqu'au début de septembre, mais son étoile aurait pâli. Elle dirige toujours la campagne du candidat démocrate. Le *Washington Post* affirme qu'elle est davantage une administratrice qu'un stratège politique.



Joe Lockhart

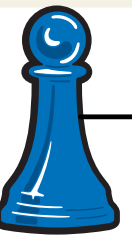


Ancien porte-parole de la Maison-Blanche sous... Bill Clinton. Apprécié des journalistes, ce conseiller chevronné de John Kerry est un excellent *spin doctor* avant et après les interventions publiques de son patron. On l'a beaucoup vu lors des trois débats télévisés entre les deux candidats à la présidence.

Robert Rubin



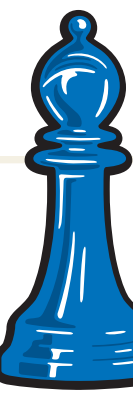
Le gourou de John Kerry sur toutes les questions économiques. Il a été secrétaire au Trésor sous Bill Clinton. Président de la puissante banque Citigroup, il a repris du service pour les démocrates au printemps. Si Kerry est élu, il pourrait aller remplacer Alan Greenspan à la tête de la Réserve fédérale américaine.



Mike McCurry



Issu de l'ère Clinton, Mike McCurry fut appelé à la rescousse par l'équipe Kerry à la mi-septembre. Secrétaire de presse durant trois ans sous Clinton, il veille à faire passer le message quotidien du candidat démocrate. C'est lui qui a orchestré la prise de photos de Kerry revenant de la chasse.



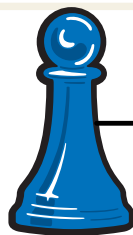
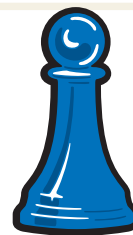
LES AUTRES

Stéphanie Cutter (directrice des communications), Joel Johnson, Doug Sosnik, Howard Wolfson, Cameron Kerry (frère de John Kerry).

Terry McAuliffe



Cet autre proche de Bill Clinton est à la tête du Democratic National Committee. Depuis trois ans, il a réussi à mettre de l'ordre dans le parti et aussi dans ses finances. Il a également réussi à éliminer sa dette, une première dans l'histoire de la formation politique.



John Sasso

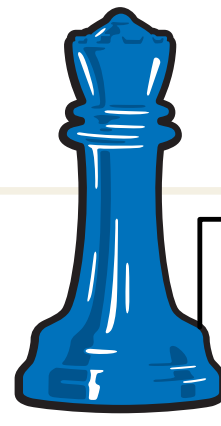
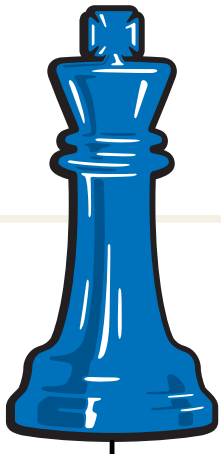


Alors que la campagne de Kerry n'allait nulle part, le candidat démocrate a appelé ce stratège à la rescousse. Sasso est devenu le plus proche conseiller de Kerry avec qui il voyage constamment. Le ton plus mordant de Kerry à l'endroit du président Bush porte sa signature.

Bob Shrum



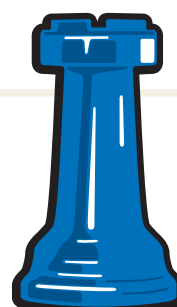
Si John Sasso est monté en grade, Shrum a perdu de l'influence au cours de la campagne, notent de nombreux journaux américains. Certains le montre du doigt comme le responsable du peu d'impact qu'a eu la campagne démocrate au cours de l'été. Il se concentrerait davantage sur la stratégie publicitaire.



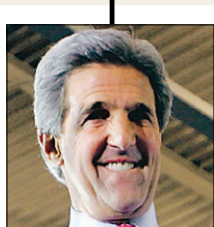
Teresa Heinz



La bouillante épouse de John Kerry fait souvent parler d'elle mais pas toujours de la façon qu'elle le souhaiterait. Sa plus récente sortie, contre Laura Bush, dont elle a dit qu'elle n'a peut-être jamais eu de réel emploi, l'a mise dans l'embarras. Très riche, elle aurait dit-on de l'influence sur le candidat démocrate.



John Kerry



Moins à l'aise avec les gens que le président Bush, le sénateur démocrate du Massachusetts n'en est pas moins un féroce débateur, ce que les Américains ont pu constater lors des trois débats l'opposant à son adversaire républicain. Résultat, l'écart entre les deux hommes s'est rétréci dans les plus récents sondages.

John Edwards



Le charismatique sénateur de la Caroline du Nord est reconnu pour être le défenseur des petites gens, ce qui fait contrepoids au caractère plus coincé de John Kerry. Mais ce côté « Sunny Boy » lui a joué un tour lors du débat télévisé contre le vice-président Dick Cheney.

LE BUTIN

Les démocrates ont amassé plus de 233 millions \$ US, dont 185 déjà dépensé. Ils ont plus d'argent que les républicains pour terminer la campagne.



LES DÉMOCRATES

LA PRESSE D'AILLEURS

PLUS

Comment les républicains sollicitent le pouvoir et ce qu'ils en feront

THE NEW YORK TIMES

Une démographie en mutation

La composition sociale de l'électorat américain évolue à folle allure et c'est le démographe Sam Roberts qui nous le rappelle dans le livre *Who We Are Now*, dont rend compte le *New York Times*.

Dans la décennie de 1990, les États-Unis ont vu leur population augmenter de 32,7 millions de nouveaux citoyens. Ça aura été une décennie record, accroissant de 57 % le nombre d'Américains nés à l'étranger. En 2001, le mouvement continue : un million d'immigrants en situation régulière se sont ajoutés.

La ville de New York est un pôle remarquable : 28 % de sa population n'était pas née aux États-Unis en 1990 et ce taux atteint 40 % en 2000.

Les Latinos-Américains comptent pour 52 % des Américains nés à l'étranger. Les Hispaniques forment une partie plus importante de la population que les Noirs depuis 2002. Les Blancs de souche non hispanique constituent désormais moins de la moitié de la population de la Californie et du Nouveau-Mexique, et bientôt peut-être du Texas. Au rythme actuel, les Blancs non-hispaniques deviendront une minorité nationale entre 2055 et 2060.

Changements aussi dans la structure des ménages. Les gens qui vivent seuls forment désormais 26 % des ménages, soit plus que les ménages avec enfants (23,5 %). Et depuis 1960, la proportion d'enfants vivant avec leurs deux parents biologiques est passée de 88 % à 68 %. En 1960, 9 % des enfants vivaient avec un parent unique ; le taux est passé à 28 % en 2000, 53 % d'entre eux étant des Noirs. L'institution du mariage est battue en brèche : en 2001-2002, un bébé sur trois est né hors mariage (près de deux sur trois chez les Noirs).

À 11,7 % en 2001, l'indice de pauvreté est de moitié ce qu'il était en 1959, mais il inclut 30,2 % de tous les enfants noirs et 28 % des enfants d'origine hispanique.

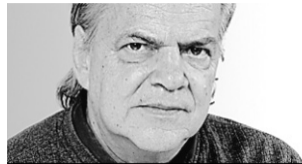
THE FINANCIAL TIMES

Le Big Business est pro-Bush, mais discret

On se doutait un peu que le Big Business américain aime bien George W. Bush, ne serait-ce qu'en raison de sa politique fiscale. Le consultant International Strategy & Investment a sondé le monde des investisseurs de Wall Street — les courtiers en fait — qui entrevoient à 75 % une victoire de M. Bush, rapporte le *Financial Times*, de Londres. Réflexe aussi bien personnel que professionnel puisque les hauts salariés, comme les entreprises, ont largement profité de la générosité fiscale du président sortant.

On aurait cependant tort de lire dans ce comportement l'effet d'une longue tradition. Une étude historique commandée par Barclays Capital explique que les gains de capitaux en Bourse ont atteint 10,6 % de croissance sous des présidents démocrates contre seulement 3,7 % sous des présidents républicains. Trois époques de marchés boursiers lourdement stagnants se sont produites sous des présidents républicains et les marchés boursiers ont connu une baisse près d'une année sur deux sous une administration républicaine.

Quoi qu'il en soit, tout le Big Business, singulièrement silencieux à ce moment-ci, ne souscrit pas à George W. Bush. Le *Wall Street Journal* se fait un devoir de rappeler que de gros bonnets comme le financier George Soros, le patron de l'assurance Peter Lewis et le magnat hollywoodien Stephen Bing y sont allés de contributions phénoménales pour faire battre M. Bush. À eux trois, ils ont investi de leur argent personnel quelque 50 millions de dollars pour financer notamment l'inscription de nouveaux électeurs. C'est beaucoup d'argent dans un contexte de situation très serrée observée dans une dizaine d'États, voire une initiative capable d'assurer un revirement, estime l'analyste Alan Murray, du WSJ.



RÉAL PELLETIER

L'électeur américain n'en finit pas, semble-t-il, de peser et soulever la valeur des deux hommes en présence pour la présidence. *The Economist* rappelle qu'on n'a pas seulement affaire à deux hommes résolument dissemblables, mais également à deux partis politiques aussi dissemblables et en pleine mutation.

Le Parti démocrate fut longtemps le parti de pouvoir par excellence. Il y a 40 ans, on comptait deux électeurs démocrates inscrits contre un républicain. Les démocrates ne dépassent plus les républicains que de quelques points à ce chapitre. Il y a 40 ans, les démocrates contrôlaient les chambres ; les républicains le feront vraisemblablement mardi soir.

Le Parti républicain fonctionne aujourd'hui sur le modèle de la grande entreprise : dirigé du sommet et sévèrement discipliné. Le Parti démocrate n'est plus qu'une sorte d'« adhocratie » : une collection de groupuscules d'intérêts rassemblés ponctuellement pour une victoire électorale.

Les républicains ont réinventé leur parti en fonction de l'étagage de la banlieue : le quartier général Bush-Cheney, à Arlington, en Virginie, dirige une structure sophistiquée faite de responsables au niveau des États, des circonscriptions, des villes et des quartiers. Toute initiative électorale est faite maison. Les démocrates

ont largement recours, pour la mobilisation du vote, à des organismes contractuels comme MoveOn.Org ou America Coming Together.

George W. Bush s'est révélé l'un des plus fervents bâtisseurs de parti qu'on ait vus à la Maison-Blanche et a entraîné dans son sillon ses principaux collaborateurs de la Chambre des représentants et du Sénat. Les démocrates ont toujours compté sur le monde syndical comme principaux agents de terrain, mais le syndicalisme s'effrite aux États-Unis et ce sont les avocats de poursuites collectives, les *trial lawyers*, peu nombreux et fort occupés, qui prennent la relève.

Le Parti démocrate a perdu son âme et les républicains comptent bien l'enterrer en raflant la présidence et les deux chambres. Le cas échéant, selon l'analyste de *The Economist*, les républicains voudront, sous un second mandat de George W. Bush, s'attaquer au cœur même de la mouvance démocrate :

>>>Convertir à la sous-traitance des centaines de milliers d'emplois fédéraux.

>>>Limiter les sanctions financières imposées aux entreprises dans les poursuites collectives (par exemple l'amiant, le tabac), ce qui réduira les revenus des avocats de poursuite.

>>>Permettre aux travailleurs des entreprises syndiquées qui le veulent de ne plus payer de cotisations syndicales.

>>>Impliquer de plus en plus de monde dans l'actionnariat privé et dans le système capitaliste en commençant à privatiser la sécurité sociale.

THE WALL STREET JOURNAL

Indigeste, le bulletin de vote

Le réseau CNN nous disait la semaine dernière que certains bureaux de scrutin n'ont pu faire voter que six électeurs par jour lors de sessions du vote par anticipation.

Cela tient sans doute à de la mauvaise procédure, mais aussi au volume considérable de décisions que l'électeur américain est appelé à prendre lors de son passage dans l'isoloir.

On vote à plusieurs postes électifs bien sûr, mais aussi sur une foule de référendums sur des sujets d'envergure nationale décrétés par les États, sans compter les référendums sur des sujets purement locaux.

Le *Wall Street Journal* a identifié 163 référendums qui auront lieu dans 34 États, sur des sujets aussi importants que le mariage entre homosexuels, les erreurs médicales et la recherche sur les cellules souches.

La Californie, qui a une longue histoire de référendums percutants, y va cette fois d'une proposition visant à investir 3 milliards de dollars dans la recherche sur les cellules souches, alors que l'administration Bush n'y a consenti qu'un maigre 25 millions pour l'ensemble du pays l'an dernier. On a remarqué, à propos de ce dossier, une faille idéologique entre le président et le gouverneur Arnold Schwarzenegger, de la Californie. Le gouverneur y voit un avantage économique pour son État, et compte à cet effet sur la sympathie d'un électoral sensible aux drames de la santé que sont le Parkinson, l'Alzheimer, l'autisme et autres maux du siècle.

Mais les électeurs de plusieurs États américains se retrouvent ainsi avec des listes d'épicerie abondantes capables de les confondre, sinon de les décourager.

NEWSWEEK

Institutionnaliser le désarroi ?

On comptera entre 118 et 121 millions d'électeurs aux urnes mardi, contre 105 millions en 2000, estime Curtis Gans, directeur du Comité d'étude sur l'électorat américain, cité par le chroniqueur Robert J. Samuelson, de *Newsweek*. Les prévisions de M. Gans s'appuient sur l'hypothèse d'une participation de 60 % des électeurs inscrits, ce qui serait l'indice le plus élevé depuis l'élection de 1968.

M. Samuelson souhaite que quel que soit le gagnant, il puisse l'emporter par une solide majorité, sans quoi on assistera, sous l'autorité des seigneurs de guerre des partis, à des combats juridiques interminables. Voilà une guérilla née du scrutin de 2000 en Floride, amplifiée cette année, et capable de s'inscrire désormais dans la culture électorale du pays.

Il s'agit officiellement de garantir les « droits » des électeurs et de faire obstacle à la « fraude », mais cette guérilla dans les faits a pour effet d'éroder la confiance populaire dans l'intégrité du scrutin. Déjà que seulement 62 % des Américains croient fermement que le décompte du vote se fera avec honnêteté.

On croyait pourtant, chez les Américains, avoir atteint un grand raffinement dans la qualité démocratique de l'exercice électoral.

Objectif atteint de haute lutte. L'historien Alexander Keyssar, de Harvard, rappelle qu'en 1790, la plupart des 13 États existant alors exigeaient des électeurs blancs qu'ils aient été propriétaires fonciers et qu'ils aient payé leurs taxes locales. Ce qui conférerait le droit de vote à 60 à 70 % des mâles blancs.

Règle générale au 19^e siècle, les élites craignaient qu'un plus grand nombre d'électeurs ne menace leur pouvoir et que laisser voter les « indésirables » ne détruise la démocratie.

Aussi tard qu'en 1824, des États refusaient que leurs commettants votent directement pour le président et confiaient cette tâche à de grands électeurs désignés par les pouvoirs locaux.

Si on a accordé le droit de vote aux femmes en 1919, c'était pour les remercier d'avoir vendu avec ferveur des obligations de guerre, d'avoir tricoté des vêtements pour les soldats et de leur avoir fait des cadeaux.

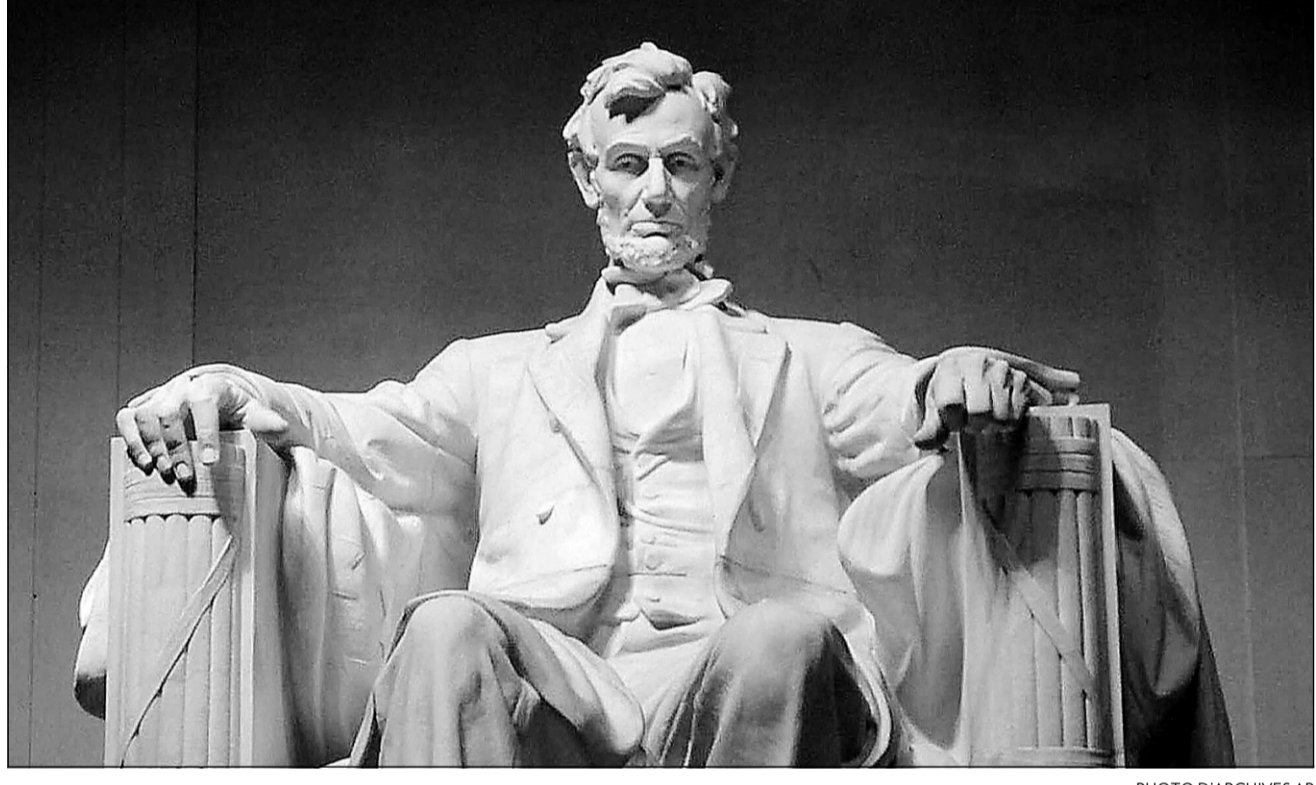


PHOTO D'ARCHIVES AP

Le rêve secret de tout candidat à la présidence des États-Unis : avoir un jour sa statue à Washington, comme Abraham Lincoln.

BUSINESS WEEK

L'écart entre riches et pauvres

Pendant que de ce côté-ci de la frontière, certains s'acharnent sur le déséquilibre fiscal, certains penseurs, aux États-Unis, scrutent avec passion le déséquilibre social dans leur société. C'est le cas notamment de Laura D'Andrea Tyson, doyenne du London Business School qui, dans le *Business Week* de la semaine dernière, s'arrête sur l'écart croissant aux États-Unis entre les ménages riches et les autres.

Cela n'a pas joué un rôle déterminant dans la campagne qui s'achève, mais l'écart entre riches et pauvres ne fait que s'accroître. En 2000, 10 % de la classe économiquement supérieure des ménages aux États-Unis touchait 44 % des revenus totaux des ménages dans le pays. Ce taux n'était que de 33 % en 1980.

Aujourd'hui, poursuit Mme Tyson, 1 % des ménages les plus aisés touchent un revenu avant impôt plus élevé que les 40 % de la classe inférieure. Ce 1 % possède près de 40 % des biens de l'ensemble des ménages, soit plus que 90 % de la tranche inférieure des ménages. La disparité entre les riches et les autres est encore plus marquée qu'elle ne l'était dans les années 20.

Or les réductions d'impôt adoptées par l'administration Bush ont augmenté le revenu net de ce 1 % des ménages de 10 %, contre 2,3 % seulement pour les ménages de la classe moyenne gagnant 57 000 \$ par an. Quant aux 20 % des ménages gagnant moins de 17 000 \$ par an, l'augmentation de leur revenu n'aura été que de 1,6 %. Sans compter que les seules réductions fiscales des super-riches auront privé l'État de 90 milliards par année, de quoi financer le plan de santé proposé par John Kerry ou le programme scolaire promis par M. Bush — mais pas encore financé —, baptisé le *No Child Left Behind*.

Mme Tyson est conseillère occasionnelle du candidat démocrate John Kerry.

THE BOSTON GLOBE

Le puissant vote juif

George W. Bush n'a obtenu que 19 % du vote juif en 2000 et compte bien hausser son score cette fois-ci, en misant sur trois catégories : les Juifs orthodoxes, les jeunes Juifs et les militants de la cause israélienne.

Jonathan D. Sarna, spécialiste de l'histoire des Juifs américains à l'Université Brandeis, explique dans le *Boston Globe* que le vote juif, bien que pas particulièrement nombreux, s'exprime dans des régions clés de la présidentielle de mardi.

Déjà reconnus comme singulièrement présents dans les affaires communautaires, les Juifs investissent beaucoup dans les campagnes électorales et votent beaucoup aussi : une participation collective de 80 %, bien au-delà de la moyenne nationale. On les retrouve également concentrés en milieu urbain : 85 % vivent dans une vingtaine d'agglomérations métropolitaines, ce qui signifie que de légers déplacements de leurs votes peuvent faire basculer les résultats dans des États clés comme la Floride, l'Ohio ou la Pennsylvanie.

En 2000, plus des deux tiers des grands électeurs des États appuyant Al Gore ont été enregistrés dans huit des neuf États comptant les plus forts pourcentages d'électeurs juifs : New York, New Jersey, Massachusetts, Maryland, Connecticut, Californie, Pennsylvanie et Illinois. Sans ces États, Gore aurait été battu par une forte majorité.

M. Sarna croit que les Juifs se sentent moins liés qu'ils l'étaient au Parti démocrate, les jeunes surtout, sans compter les Juifs de l'ex-URSS qui avaient d'abord voulu remercié Ronald Reagan pour son discours anti-communiste.

Et l'ensemble de la communauté apprécie l'appui de M. Bush à Israël... ce qui ne convainc pas le chroniqueur William Safire, du *New York Times*, qui pense à regret que huit Juifs sur 10 encore cette fois vont voter pour battre Bush.

THE WALL STREET JOURNAL

Les ratés du vote high tech

L'avalanche d'interventions judiciaires anticipées à compter de mardi soir, si les résultats s'avèrent serrés, font craindre des scénarios inquiétants, comme l'annulation de l'élection, encore que personne soit en mesure d'expliquer comment cela pourrait se faire juridiquement parlant.

Reste que le précédent de l'an 2000 en dérange plusieurs. Parmi les nouveaux facteurs de trouble, il y a l'émergence dans le décor des nouvelles machines à voter électroniques. Une entreprise domine le marché actuellement : Diebold a installé 48 000 machines dans 10 États, note le patron de l'entreprise, Walden O'Dell.

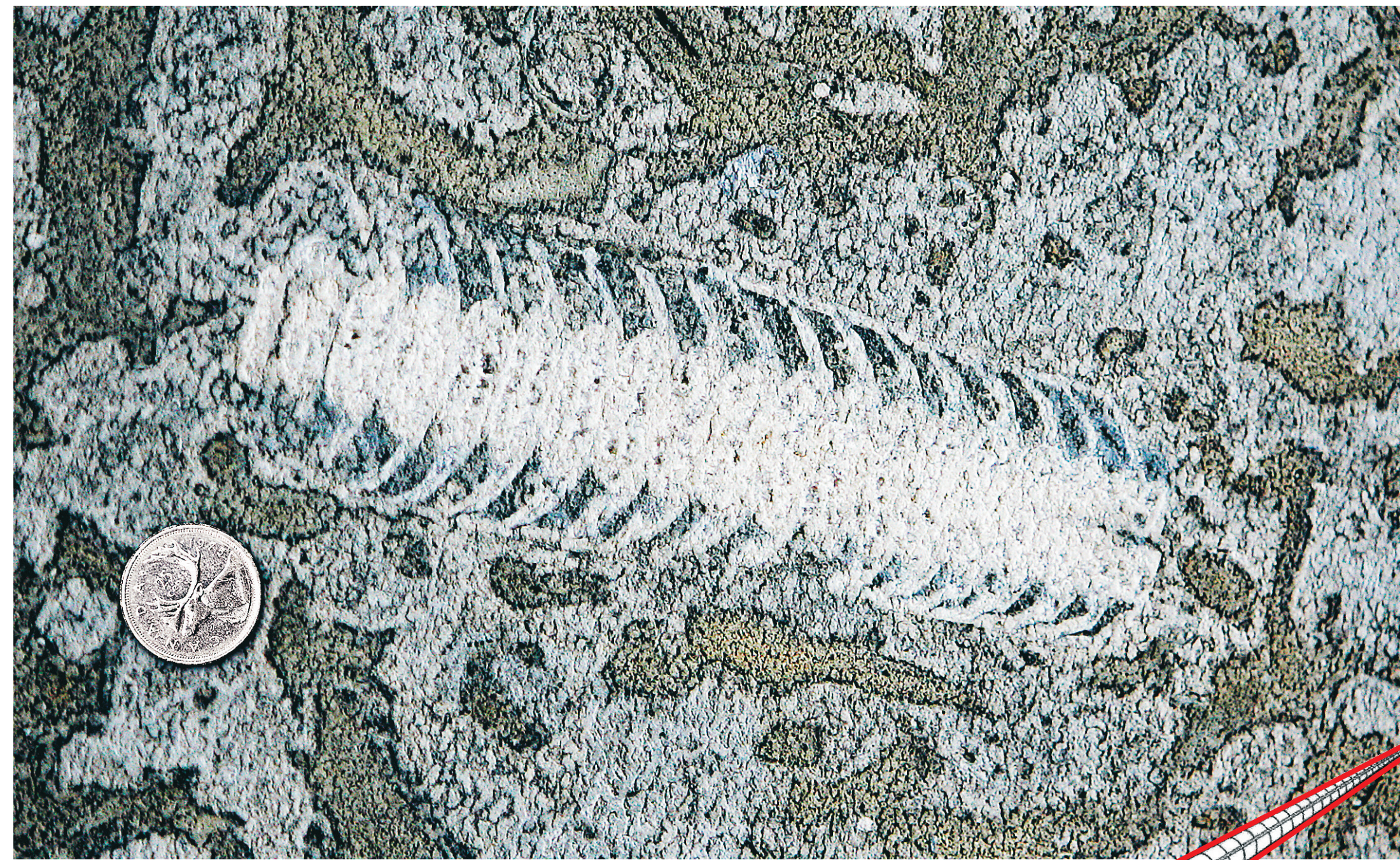
Le Congrès ayant fait miroiter les milliards que l'État fédéral pourrait investir dans le vote électronique, Diebold est tout aise. Diebold a plongé dans cette aventure six jours à peine après l'élection controversée de novembre 2000. Sa valeur en Bourse a augmenté de 27 % entre l'élection du 7 novembre et la décision de la Cour suprême accordant le pouvoir à George W. Bush, le 13 novembre.

Mais l'appareillage électoral est un « champ miné », redoute quand même M. O'Dell. Trois cas :

>>>Le logiciel secret de la machine à voter Diebold s'est retrouvé par accident sur Internet et plusieurs spécialistes y ont découvert des trous.

>>>Walden O'Dell lui-même, fournisseur de la caisse électorale des républicains, a commis la gaffe suprême en envoyant aux partisans républicains une lettre promettant de procurer à M. Bush le vote des grands électeurs de l'Ohio cette année. L'Ohio est l'un des États clés pouvant déterminer l'issue du scrutin.

>>>En Californie, Diebold est poursuivie pour fraude civile dans le retard de son système lors d'élections primaires à San Diego en mars dernier. Signe avant-coureur ?



Un groupe de chercheurs de fossiles menés par Ingrid Birker (au premier plan), devant Les Appartements le Château, au 1321, rue Sherbrooke Ouest. On peut voir plusieurs fossiles dans ces pierres, dont des gastéropodes, des colonies de coraux ainsi que des céphalopodes.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

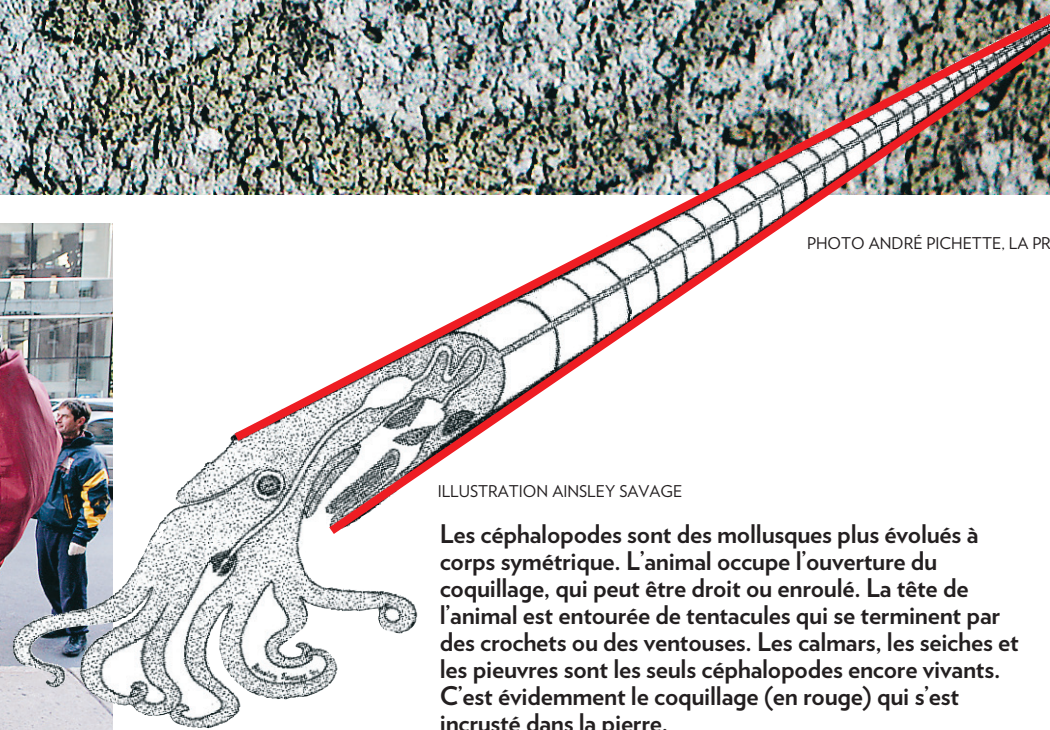


ILLUSTRATION AINSLEY SAVAGE

Les céphalopodes sont des mollusques plus évolués à corps symétrique. L'animal occupe l'ouverture du coquillage, qui peut être droit ou enroulé. La tête de l'animal est entourée de tentacules qui se terminent par des crochets ou des ventouses. Les calmars, les seiches et les pieuvres sont les seuls céphalopodes encore vivants. C'est évidemment le coquillage (en rouge) qui s'est incrusté dans la pierre.

DES FOSSILES DANS LA VILLE

Montréal compte un nombre important d'édifices publics dont le revêtement extérieur est constitué de pierres, qui elles-mêmes portent l'empreinte d'animaux et de plantes disparus depuis des millions d'années.

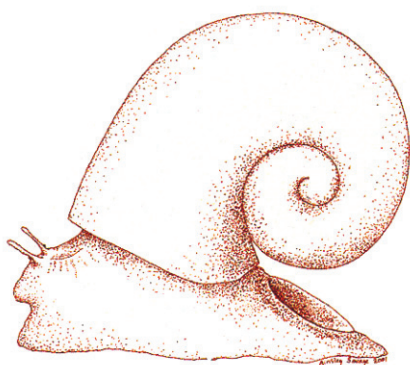


ILLUSTRATION AINSLEY SAVAGE

MATHIEU PERREAULT

Ingrid Birker n'aurait jamais imaginé que sa passion générerait une tradition. Quand cette paléontologue a quitté son Toronto natal pour Montréal, au début des années 80, elle a été frappée par la diversité des pierres des édifices.

« On ne trouve pas autant de différentes pierres plus à l'intérieur du continent, par exemple à Toronto, dit la paléontologue du musée Redpath, à McGill. J'ai commencé à remarquer qu'il y avait beaucoup de fossiles dans la pierre calcaire. En général, les constructeurs cachaient les pierres comportant des fossiles, parce qu'elles étaient considérées comme imparfaites. Mais on peut en trouver beaucoup sur les murs latéraux. J'ai pris des notes et j'ai commencé à organiser des petites visites des édifices les plus intéressants, pour des collègues. Puis j'en ai parlé à des visiteurs du musée. »

Ces petits pas ont mené, en 2002,

à la publication d'un guide en bonne et due forme : *What Building Stones Tell*. Depuis, deux fois par année, M^{me} Birker organise des visites guidées pour le public.

Mais le guide est tellement bien fait qu'on peut facilement s'en servir soi-même. Il répertorie les 14 édifices étudiés où on peut trouver des fossiles dans les murs. Par exemple, on trouve des fossiles de mollusques, ressemblant à une coquille Saint-Jacques, ayant vécu entre 250 et 540 millions d'années avant notre ère, sur le bas du mur ouest du musée Redpath, dans le campus de l'Université. Au passage, on pourra s'arrêter pour une visite du musée. Le squelette d'albertosaure est particulièrement impressionnant.

D'autres coquillages se trouvent dans des pierres de la maison Atholston, au 1172, rue Sherbrooke Ouest, sous les fenêtres. Au club Mont-Royal, 1175, rue Sherbrooke Ouest, c'est un escargot ayant vécu environ 470 millions d'années avant notre ère, dont on peut voir les circonvolutions

sur les pierres des plates-bandes à l'ouest de l'escalier. Chez Holt Renfrew, l'extrémité sud du bas du mur donnant sur la rue Union abrite des fossiles de la colonne vertébrale et de la bouche d'un animal ressemblant à une plante, appelé crinoïde — un cousin des concombres de mer. Et aux appartements Le Château, 1321, rue Sherbrooke Ouest, on voit très clairement des fossiles de céphalopodes, des mollusques marins, sur le bas du mur est.

Le guide examine quelques processus géologiques, et aussi une curiosité du début de l'ère industrielle: des traces de chat laissées dans des briques du club des professeurs de McGill, au 3450 McTavish. Ces chats ont visité la cour de la briqueterie Laprairie, où séchaient les briques, voilà 100 ans. M^{me} Birker a même entendu parler d'un club de passionnés de l'architecture qui se spécialise dans l'identification de maisons où des briques portent la trace de pattes de chats.

Informations: ingrid.birker@mcgill.ca



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Fossile d'un escargot d'environ 285 millions d'années trouvé sur le dessus du mur du jardin du Mount Royal Club, au 1175, rue Sherbrooke Ouest (photo du bas, encadré en rouge). On peut voir le dessin de l'animal à gauche.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©